

## Burundi : le maire de Bujumbura restreint les heures d'accès aux bistrot

@rib News, 23/11/2019 Source AFP Le maire de Bujumbura, la capitale économique du Burundi, a restreint les heures d'accès aux bistrot dans le but de favoriser la croissance économique et préserver la santé de ses administrés qui il reproche de passer trop de temps à boire, a annoncé à la radio nationale (RTNB) samedi.

« Les débits de boisson sont ouverts de 17h00 à 21h00 les jours ouvrables et de 13h00 à 21h00 pour les jours fériés », a ordonné vendredi le maire, Freddy Mbonimpa, en présentant les décisions du Conseil municipal. « C'est une mesure prise pour corriger des défaillances constatées dans certains domaines. (à€!) Il y a plusieurs endroits aujourd'hui où les gens sont en train de boire à 09h00, 10h00 du matin et d'autres où les gens boivent à 1h du matin jusqu'à l'aube. Ces gens ne produisent pas », a déclaré le premier magistrat de l'ancienne capitale d'un pays grand consommateur de bière. « Si nous avons limité les heures d'accès aux cabarets, c'est pour un intérêt économique » et de la santé publique, a-t-il ajouté. « Nous avons constaté que les gens ne sont occupés à produire mais vont aller les trouver au cabaret, (à€!), il faut contraindre ces gens à aller au boulot (à€!), lorsque nous parlons de gens qui boivent toutes les nuits, c'est une question de santé publique, de sécurité et d'économie », a-t-il plaidé. Un cabaretier s'est mesuré unilatéralement sans tenir compte de la réalité du pays. « On ne gagnait presque plus rien à cause de la crise économique qui frappe de plein fouet le Burundi », a-t-il dit. Le maire de Bujumbura a également interdit le commerce ambulancier dans la commune de Mukaza, qui abrite la quasi totalité de l'administration, des ambassades, des commerces et des industries dans le centre, ainsi que la vente des unités de téléphone sous les parapluies sur toute l'étendue de la mairie de Bujumbura. Plusieurs milliers de jeunes chômeurs exerçaient ces métiers, selon une source syndicale burundaise. « C'est une décision catastrophique qui risque de priver des milliers de jeunes de gagner du pain, mais personne ne peut protester aujourd'hui par peur de la répression », a expliqué cette source, sous couvert d'anonymat.